

## IDÉES

## Capitalisme 101 ou le dur apprentissage économique de la Chine

KHALID ADNANE

Économiste à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke

Depuis plus d'une décennie, la Chine ne cesse de fasciner. Considérée il n'y a pas si longtemps comme une économie « sous-développée », elle est devenue aujourd'hui une puissance économique redoutable, se hissant même à la deuxième place mondiale, juste derrière les États-Unis.

Mais les turbulences économiques que vit le pays depuis quelques mois, plus particulièrement depuis l'été, confirment ce que bon nombre d'analystes voyaient venir: le modèle chinois n'a pas atteint sa pleine maturité, et le pays en a encore beaucoup à apprendre!

## Des chiffres éloquentes

Il est vrai que depuis le début des années 2000, la Chine affiche des statistiques pour le moins ahurissantes qui font l'envie de plus d'un pays sur la planète. Au niveau du PIB, le pays a enregistré des hausses de plus de 10% sur plusieurs années consécutives, avec un pic de 14% en 2007, tout juste avant le déclenchement de la crise des « subprimes ». Un taux presque inimaginable, surtout lorsqu'on considère que la moyenne des pays de l'OCDE, pendant la même période, oscillait autour d'un maigre 2,5%.

Résultat de cette croissance économique fulgurante, dans les années 2000, la Chine se positionne comme une puissance commerciale de premier plan, « l'usine du monde », comme on la qualifie. Elle est devenue le premier exportateur mondial, ses produits se retrouvent partout sur les marchés mondiaux. Seule l'Allemagne peut se targuer de s'approcher d'une telle performance. Il n'est donc pas étonnant que la part de la richesse mondiale (du PIB mondial) détenue par la Chine, qui représentait 5% en 1993, dépasse les 16% aujourd'hui (Source: FMI 2015).

## L'exemple américain

Cependant, tout le monde savait que cette croissance n'allait pas durer continuellement et que tôt ou tard, l'économie chinoise devait se stabiliser (trouver un terrain d'atterrissage) et afficher des performances se rapprochant de la normale. L'histoire économique de plusieurs pays industrialisés occidentaux est d'ailleurs là pour le confirmer.

Par exemple, lorsqu'on analyse l'évolution de la croissance économique des États-Unis sur l'ensemble du XX<sup>e</sup> siècle, on réalise assez vite que des taux de croissance du PIB dans la dizaine sont plutôt rares, comme le sont d'ailleurs



Une employée d'une usine de textile de Huaibei, dans le centre de la Chine

les récessions profondes accompagnées de reculs importants de l'activité économique. Dans les faits, on remarque que les périodes où les États-Unis ont affiché de telles performances sont limitées, à peine quatre ou cinq, tout au plus. De plus, celles-ci sont intimement liées soit à des efforts de guerre (les deux guerres mondiales) ou à des reconstructions post-conflit (les années 20 et les années 40), soit à des épisodes singuliers de l'histoire économique des États-Unis, comme les grands chantiers mis en place pendant les années 1930 pour sortir le pays de la grande dépression de 1929.

Le portrait est plus fascinant encore quand on considère cette évolution par décennie. On constate alors que, depuis 1960, la moyenne décennale tourne autour de 3 à 4% et que le dernier pic du taux de croissance aux États-Unis remonte à 1984, à 7,3% du PIB (Source: OCDE 2015).

## Capitalisme 101!

En ce sens, malgré les pas de géant qu'elle a franchis dans son ascension économique, la Chine doit poursuivre son apprentissage si elle aspire un jour à atteindre la maturité, au même titre que les puissances économiques établies, comme les États-Unis.

Cet apprentissage a déjà commencé par un retour sur terre en ce qui concerne ses performances économiques: les taux de croissance dans

la dizaine et à répétition sont à oublier! Les dernières prévisions du FMI, publiées plus tôt cette semaine, prouvent d'ailleurs cet état des faits.

La Chine devra aussi apprendre à limiter sa dépendance vis-à-vis les marchés extérieurs pour ses exportations, d'autant plus que selon les récentes données de l'OMC, un ralentissement du commerce mondial semble s'installer durablement. Par conséquent, tôt ou tard, le pays devra développer un marché intérieur, et ceci passe nécessairement par l'émergence d'une réelle classe moyenne dotée d'un pouvoir d'achat substantiel.

Mais son plus dur apprentissage renvoie à la nature même du système capitaliste et peut se nommer « capitalisme 101 ». Pendant longtemps, le pays a bénéficié des vertus de ce système pour devenir la puissance économique actuelle. Jusqu'au krach boursier de l'été dernier du moins! Celui-ci — il y en aura assurément d'autres — vient rappeler à tout le monde que le système capitaliste, financier surtout, ne comporte pas que des vertus.

Le plus difficile, c'est d'accepter de vivre avec ceux-ci: comme ils en sont indissociables, tout au plus peut-on travailler à limiter leurs effets, à mieux les anticiper. Inutile de chercher à les éliminer définitivement. Pour paraphraser l'ancien président cubain, Fidel Castro, lutter contre les vices du capitalisme serait comme lutter contre la gravité!

## L'exemple de l'anglais

JEAN-BENOÎT NADEAU



Il était une fois une langue ridicule, parlée dans un recoin obscur de l'empire et que personne ne voulait apprendre: il s'agit évidemment de l'anglais — dont l'histoire comporte une série de leçons utiles pour les francophones, en particulier pour les Québécois.

Car qui parlait l'anglais, il y a mille ans? Personne. Même les Anglais avaient du mal à se convaincre de son intérêt. L'Angleterre était alors une possession française, ou plus exactement normande, après la très humiliante défaite de la bataille d'Hastings. Elle restera sous domination française pendant près de trois siècles.

C'est peu dire que l'anglais était une langue menacée. Certes, le peuple s'obstinait à le parler, mais quel anglais? Si vous parcourez n'importe quelle page de l'Oxford English Dictionary, vous constaterez que la moitié du vocabulaire anglais de base est d'origine française. Des termes aussi anglais que *pedigree*, *pudding*, *catch*, *chase*, *staunch*, *esquire*, *haggis* et *surf* ne sont que du français mal prononcé.

Mais à partir du XIII<sup>e</sup> siècle, deux guerres de Cent Ans — pas une, deux — ont amené l'élite anglaise — qui n'était anglaise que de nom — à reconsidérer sa loyauté à la Couronne française. Sur une période d'un siècle et demi, on assiste alors à un rejet systématique de tout ce qui est français. La langue anglaise devient, très rapidement, le marqueur de l'identité, même chez la noblesse. Ce puissant nationalisme linguistique allait contre toute logique apparente. Car la grande langue économique et commerciale du temps était le français. Mais ce qui leur importait, c'était d'abord que les choses se fassent pour eux-mêmes. Une grande constante de l'histoire anglaise sera d'avoir su appliquer toutes les formes de protectionnisme — culturel, économique, intellectuel — sans jamais en avoir l'air.

## Le génie anglais

Pendant presque six siècles, cette fierté anglaise a dû composer avec un sérieux problème: comment une petite nation peut-elle tenir tête à un voisin quatre, cinq, six fois plus puissant et peuplé? Les Anglais ont trouvé le moyen de démultiplier leurs forces à travers une série de réformes religieuses, intellectuelles, techniques, politiques, industrielles, économiques. Sur une période de deux siècles, cette petite nation qui ne carburait qu'à l'orgueil s'est mise à exporter ses produits, ses idées, ses découvertes, ses hommes — et les mots qui les accompagnent.

Le maréchal Lyauté est célèbre pour avoir dit qu'une langue, c'était un dialecte avec une armée et une marine — boutade souvent citée, mais mal comprise. On attribue souvent l'influence actuelle de l'anglais à quelques siècles de colonialisme — à tort. L'histoire regorge d'empires qui n'ont laissé aucune trace linguistique. Ce qui fait la différence, c'est moins l'impérialisme brut et la puissance des armes que l'offre civilisationnelle qui l'accompagne. Les Anglais ont été très bons à ce jeu, mais pas nécessairement les meilleurs ni les seuls.

Là où ils ont vraiment excellé, c'est quand ils ont commencé à perdre leur empire. Moins de 20 ans après que la France eut abandonné le Canada, la Grande-Bretagne perdait ses treize colonies américaines. Les Anglais ont vite compris le parti à tirer d'un espace culturel international de langue anglaise. Au fond, ils ont vu ce que les Grecs et les Romains avaient vu vingt siècles avant eux. C'est cette idée, celle d'un espace anglophone, qui a donné le champ libre à toutes sortes d'initiatives qu'ils ont testées dans leur univers avant de les vendre au monde.

Les Espagnols, les Portugais et les Français ont été beaucoup plus lents à ce chapitre. Toutes mes chroniques depuis treize mois ne portent que là-dessus: le parti à tirer d'un espace international francophone.

## Retour sur la vision et l'ambition

En somme, l'histoire de la langue anglaise montre que le fait d'avoir été colonisé, dominé, oublié, négligé peut n'avoir aucune incidence sur l'avenir d'une langue. Ce qui aura fait la différence, c'est une fierté acharnée et une série de décisions individuelles et collectives visionnaires.

Vous avez été nombreux à prendre à rebrousse-poil ma dernière chronique, qui présentait le manque de vision et d'ambition comme la vraie menace au français. Les plus insultés m'ont taxé de néolibéralisme, alors que je dis très clairement que la quête du profit n'est ni le seul ni le meilleur moteur de l'ambition. Le cas anglais montre qu'une vision et une ambition peuvent être collectives — ce qui ne signifie nullement que tout le monde doit être d'accord.

Un lecteur de Gatineau me demande: ne pourrait-on avoir de l'ambition pour l'éducation? J'irais plus loin: le principal problème actuel de notre système éducatif (et aussi de notre système de santé) est justement l'absence d'ambition et de vision. Mais pour qu'on sorte de la gestion à la petite semaine, il faut que des gens éclairés se lèvent et proposent autre chose que la nostalgie.

## DES IDÉES EN REVUES

## Politique énergétique: le Québec doit changer de cap

NORMAND MOUSSEAU

Département de physique, Université de Montréal  
L'auteur a été coprésident de la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec

Le gouvernement du Québec prépare actuellement sa prochaine politique énergétique, 2016-2025, qui devrait être annoncée d'ici la fin de cette année. Celle-ci devra s'inscrire dans une société dont les défis sont très différents de ceux qu'on entrevoyait il y a une dizaine d'années.

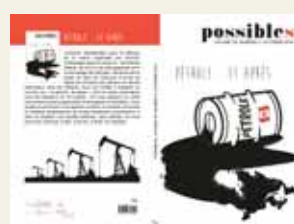
De par le monde, les principaux objectifs des politiques énergétiques visent trois défis: assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique; promouvoir un rapport à l'énergie qui optimise le développement économique; assurer le respect de l'environnement en plaçant la lutte aux changements climatiques au cœur même de leur politique énergétique. Comment ces défis se transposent-ils au Québec?

Les enjeux d'approvisionnement en énergie ont évolué considérablement ces dernières années, tant du côté des hydrocarbures fossiles que de l'électricité. Du côté des hydrocarbures, qui représentent 53% de l'énergie consommée au Québec, l'Amérique du Nord a vécu des transformations majeures avec le développement accéléré des sables bitumineux ainsi que l'exploitation, grâce à la fracturation hydraulique, du pétrole de roches échantées et du gaz de schiste. C'est dans ce contexte qu'on assiste au renversement de la ligne 9B d'Enbridge, qui apportera du pétrole léger de l'ouest du pays aux raffineries du Québec, un approvisionnement qui s'ajoute à l'accès historique au pétrole de la mer du Nord, du Moyen-Orient et de l'Afrique. Dans ces conditions, le Québec dispose donc d'un accès plus que suffisant aux ressources en gaz naturel et en pétrole dont il pourrait avoir besoin au cours de la prochaine décennie et bien au-delà.

Côté électricité et biomasse, qui compte pour 47% du panier énergétique québécois, l'essentiel de l'approvisionnement provient de sources renouvelables situées au Québec, avec l'exception notable de la production des chutes Churchill au Labrador, qui fait l'objet d'un contrat à long terme venant à échéance en 2041. Malgré une

## DES IDÉES EN REVUES

Chaque mardi, *Le Devoir* offre un espace aux artisans d'un périodique afin qu'ils présentent leur perspective sur un sujet qui les préoccupe ou dont ils traitent dans les pages de leur publication. Cette semaine, un extrait du numéro d'automne 2015 de la revue *Possibles* ([redtac.org/possibles](http://redtac.org/possibles)).



stagnation de la demande depuis 2002, les approvisionnements ont continué à s'ajouter à un rythme soutenu, si bien que le Québec exporte de l'ordre de 30 TWh ces jours-ci, soit près de 15% de l'électricité qu'il produit, une quantité qui continuera d'augmenter au cours des prochaines années, dont il faut disposer, pour le moment, à perte sur les marchés étrangers.

## Énergie et développement économique

Depuis près de 50 ans, le Québec perçoit le développement économique dans le secteur énergie principalement grâce à l'expansion de ses capacités de production électrique, adoptant bien avant qu'il ne soit rendu populaire par le film *Field of Dreams*, le motto « produisez et ils consommeront ». Un motto qui, il faut le reconnaître, lui a déjà réussi. A plusieurs reprises dans le passé, lors de la mise en marche de grandes centrales hydroélectriques, le Québec s'est retrouvé avec d'importants surplus qu'il a su utiliser à l'interne par des transformations de sa structure de consommation d'énergie et des politiques de développement industriel basées sur une électricité à bas prix.

Or, avec les faibles prix des hydrocarbures fossiles et les transformations qui se sont faites au Québec depuis 40 ans, cette approche ne fonctionne plus et le Québec est incapable de transformer ses surplus électriques en emplois

soutenables et en croissance économique réelle. Il faut abandonner le modèle de croissance de la production d'énergie pour se tourner vers une utilisation plus rationnelle de l'énergie. Un constat déjà fait il y a 20 ans lors de la grande réflexion de 1995, mais qui ne réussit pas à percer auprès du gouvernement.

## Les changements climatiques

Selon l'Inventaire des émissions de gaz à effet de serre au Québec (2012), le secteur de l'énergie représente environ 72% des émissions de gaz à effet de serre (GES). Cette importance, qu'on retrouve à travers le monde, explique pourquoi la vaste majorité des pays développés intègrent leurs politiques énergétiques à celle sur le climat, ce qui permet d'optimiser les investissements publics et privés.

Au Québec, on a plutôt choisi de continuer l'approche en silo, et les consultations sur la prochaine politique énergétique ont complètement laissé de côté la question des changements climatiques.

Que nous réserve la prochaine politique énergétique du Québec? Il est difficile de savoir ce que le gouvernement actuel retiendra pour sa prochaine politique énergétique. Les quelques tables d'experts tenues au printemps ont soigneusement évité les enjeux les plus importants, tels que l'intégration du défi des changements climatiques, le modèle de gouvernance et le développement économique lié à l'énergie, préférant se limiter, en bonne partie, aux questions d'approvisionnement qui sont, on l'a vu, sans grand intérêt pour le Québec d'aujourd'hui. Force est d'admettre, toutefois, que vu de l'extérieur, il y a peu de chance pour que le gouvernement réussisse à s'extirper du modèle traditionnel pour proposer une direction qui permettra au Québec de transformer sa relation avec l'énergie pour s'enrichir collectivement tout en assumant ses responsabilités face aux changements climatiques. J'espère me tromper, car le Québec n'a certainement pas les moyens de poursuivre sur la voie actuelle.

Des commentaires ou des suggestions pour *Des Idées en revues*? Écrivez à [arobitaille@ledevoir.com](mailto:arobitaille@ledevoir.com) et [gtaillifer@ledevoir.com](mailto:gtaillifer@ledevoir.com)

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION: Véronique Chagnon et Louis Gagné (adjoints à la direction de l'information), Antoine Robitaille et Guy Taillier (éditorialistes, responsables de la page Idées), Michel Garneau (caricaturiste), Jacques Nadeau (photographe), Michaël Monnier et Olivier Zuida (recherches photos), information générale: Isabelle Paré (chef de division), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Jessica Nadeau, Philippe Orfalli et Karl Rettoni-Parazzoli (reporters), information politique: Marco Fortier (chef de division), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bégin-Cirino et Robert D'utrisac (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Julie Carpentier (pupitre), information culturelle: Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), François Lévesque et Caroline Montpetit (reporters), Benoît Munger et Philippe Papineau (pupitre), information économique: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins et Éric Desrosiers (reporters), Gérard Dallaire (pupitre), information internationale: Jean-François Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Sophie Chartier et Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (pupitre), section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Loïc Hamon (cahiers spéciaux), équipe internet: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Annabelle Caillois, Justine Daneau, Florence Sara G., Ferraris et Coralie Mensa (assistants), correction: Andréanne Bédard, Isabelle Dowd, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (secrétaire), Laura Pelletier et Arnaud Stopya (commis). DOCUMENTATION: Manon Derome (Montréal), Denise Ledoux (Ottawa), Dave Noël (Québec). PUBLICITÉ: Mélanie Simard (adjointe par intérim), Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Evelyne De Varennes, Amel Ellimam, Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire). PRODUCTION: Bruno Dubois, China Marsot-Wood, Yannick Morin et Nathalie Zemaits. INFORMATIQUE: Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Catherine Gentilcore (coordonnatrice du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion et Kevin McKissock. ADMINISTRATION: Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliève (adjointe administrative), Florentina Draghici et Xavier Pigeon (par intérim).